

« L'armée européenne pourra se faire » pour Jean-Paul Perruche

Entretien Jean-Paul Perruche, général de corps d'armée, ancien directeur général de l'état-major militaire de l'Union européenne revient sur l'idée d'une armée européenne dans le cadre du colloque « Quelle défense en Europe, 30 ans après la chute du mur ? », au Sénat, coorganisé par la Fondation Robert Schuman et l'association EuroDéfense dont *La Croix* est partenaire.

Recueilli par Jean-Baptiste François, le 08/11/2019 à 14:23



La Croix : Emmanuel Macron a jeté un pavé dans la mare jeudi 7 novembre en disant que l'Otan était en état de « mort cérébrale ». La chancelière allemande Angela Merkel a immédiatement pris ses distances avec ce positionnement « radical ». Était-ce le bon moment de lancer la polémique, à deux jours des 30 ans de la chute du mur ?

Jean-Paul Perruche : Cet échange indirect entre les dirigeants allemand et français fait réapparaître des différences qui ne sont pas nouvelles. Elles resurgissent dans un contexte qui est moins l'anniversaire de la chute du mur que la situation en Iran, ou en Syrie, par exemple, où les Européens n'ont plus leur mot à dire au sein de l'alliance atlantique.

Le président Macron a finalement une position assez gaullienne. Il craint de subir l'ascendant américain et de jouer le rôle de supplétif. Faute de pouvoir engager la France seule, il cherche à promouvoir la défense européenne. Angela Merkel est sur une ligne différente, liée à l'histoire de son pays où toute connotation militariste est rejetée par une majorité de la population. L'Allemagne, qui ne voulait pas dépendre de la France pour sa sécurité, a pris l'habitude de s'en remettre aux États-Unis.

La Croix : Dans ce contexte comment l'« armée européenne » promise à Paris et Berlin pourrait voir le jour ?

J.-P. P. : Je crois qu'elle pourra se faire, mais il faut bien préciser ce que l'on entend par « armée européenne ». L'expression est souvent employée, mais elle est rarement définie. Il ne faut pas s'imaginer des régiments où l'on trouverait côte à côte au combat des Slovènes, des Portugais, et des Finlandais : cette tour de Babel ne tiendrait pas longtemps. À mon sens, on ne peut pas raisonner en transnational en dessous d'une unité de combat de 1000 hommes. En revanche, au niveau européen, on sait parfaitement organiser le commandement. L'une des vertus de l'Otan est de nous avoir légué un patrimoine militaire partagé, qui nous permet de nous entendre. Tous les pays européens ont des atouts à exploiter et des lacunes à combler. Il y a des possibilités d'emplois communs, complémentaires, qui permettraient de faire des économies d'échelle. Nos préparations pourraient se faire selon une planification préalable, avec des scénarios établis à l'avance pour que nos forces soient rapidement employables. Mais pour que cette armée efficace et crédible voie le jour, il faut d'abord une analyse commune des menaces qui nous aide à fonder les structures sur la base d'intérêts communs. Or il me semble que contre la prolifération nucléaire, le terrorisme, ou encore sur le spatial, l'information et le renseignement, nous pouvons trouver ce tronc commun. C'est ce que nous avons fait en développant Galileo, qui dote l'Europe de son propre système de positionnement par satellite, au encore en créant le Tigre, hélicoptère de combat franco-allemand.

La Croix L'Allemagne montre-t-elle des signes d'engagement militaires suffisants pour parvenir à une véritable Europe de la défense ?

J.-P. P. : L'Allemagne, c'est vrai, avec 1,35 % de son PIB consacré à la défense, est encore loin des 2 % promis d'ici à 2025. Mais il faut tout de même signaler que cet engagement budgétaire représente quantitativement plus que le budget de défense de la France, qui contrairement à l'Allemagne a la charge de l'arme nucléaire. Le problème de l'Allemagne, c'est qu'elle dépense trop en fonctionnement, pas assez en matériel.

J'ajoute que l'Allemagne a lentement changé depuis la chute du mur de Berlin. Je me souviens des premiers soldats allemands envoyés en Somalie en 1993 pour l'opération « Restore hope » sous mandat américain. Ils étaient sans armes, habillés en orange : ils étaient clairement là pour faire de l'humanitaire. Puis il y a eu le Kosovo, la Bosnie sous le mandat de l'Otan, encore un peu plus tard la perte de 55 soldats en Afghanistan. Ils sont aujourd'hui au Mali, en soutien de la France, sur des missions de formation et de protection de sites stratégiques. Mais il est vrai que pour arriver à engager des forces opérationnelles, il reste des obstacles politiques à résoudre.